



USR ACTUALITÉ

Novembre 2011 n°62

Édité par l'Union Syndicale des Retraités CGT de l'AUBE
Maison de la CGT, 7 rue Charles DESGUERROIS 10000 Troyes.
Tel : 03 25 73 66 23 Mail : usrcgt.aube@orange.fr

Aube Retraite

Des retraités aubois mobilisés

Le 6 octobre 2011 malgré un ciel menaçant, **près de 300 retraités aubois ont battu le pavé à Troyes**. A l'appel du Collectif des retraités de l'Aube réunissant l'USR-CGT, la CFDT, l'UNSA,

générale des retraités ; une véritable paupérisation en cours où s'aggrave le surendettement de plus en plus de retraités. Ce phénomène inquiète d'autant plus qu'il s'amplifie chez les plus de



FO et la FGR-FP, la manifestation est partie de la Bourse du travail jusqu'aux grilles de la Préfecture où notre camarade Marcel Renaud y a prononcé une allocution. Elle fustige la **dégradation**

65 ans.

Dans 110 cortèges en France (Paris, Marseille, Toulouse, Bordeaux...), dans une belle mobilisation, visibilité et tonus étaient

Sommaire:

- P 1 : Edito –Un nième plan insupportable et injuste
- P 1 : Des retraités Aubois mobilisés
- P 2 : Suite de la page 1 des retraités Aubois....
- P 2 en Brefs
- P 3 :La pauvreté progresse
- P 4 : Non à la taxe sur la santé

Permanence USR Aube tous les lundi après midi

A la Maison de la CGT
7 rue Desguerrois 10000 Troyes
Tél : 0325736623 Répondeur téléphonique
Mail: usrcgt.aube@orange.fr

EDITO

Un n^{ième} plan insupportable et injuste !

« *Il faut que les Français comprennent...* » ressasse Nicolas Sarkozy répondant l'autre soir aux questions spécialement mitonnées par « *ses compères journalistes* ». Profiteurs et spéculateurs eux avaient déjà compris ; la cour des « *bien-pensants* » et Laurence Parisot également ! Mais cet enthousiasme contraste avec la méfiance des familles de salariés, de retraités et privés d'emploi.

Il y a de quoi être suspicieux quand **ils assènent sur tous les tons que les ménages dépensent de trop**, depuis trop longtemps pour justifier un n^{ième} plan d'austérité.

Mais de quels ménages parle-t-ils, celles de Neuilly ou celles qui ne peuvent finir le mois ?

Il y a mécontentement quand la casse des services publics frappe **le pouvoir d'achat des revenus modestes**. Il y a colère quand depuis si longtemps les **chiffres du chômage** prennent une telle ampleur. **Dans l'Aube**

Suite de la page 1 au rendez-vous pour exprimer leur mécontentement malgré un très faible écho de la presse locale et des médias nationaux hormis le matin.

Les retraités ont manifesté **pour l'augmentation substantielle des pensions** qui rompt avec cette spirale infernale de baisse du pouvoir d'achat, **pour le retour à une revalorisation des pensions** indexée sur les salaires, ainsi qu'un **minimum de retraite à hauteur du SMIC**. Ils ont dé-



noncé la hausse des dépenses contraintes en particulier sur la santé, et les mutuelles.

Ils ont également manifesté **pour la création d'un droit pour l'aide à l'autonomie qui relève de la Sécurité sociale**. C'est une condamnation du gouvernement qui renvoie aux « calendes grecques » la promesse du candidat

une question de morale », plaident-il en février dernier.

Et la journée du 11 octobre

La journée du 11, à laquelle participèrent **500 actifs et retraités** (selon la presse locale), avait pour objectif de protester **contre les plans d'austérité** du gouvernement et **l'alourdissement de la taxe sur les Mutuelles** qui va être portée de 3,5 à 7%. Elle sera fatalement appliquée sur les cotisations des mutualistes.

Les dirigeants syndicaux, vu le contexte et l'heure inhabituelle de cette manifestation s'estimèrent satisfaits.

A Romilly et Bar sur Aube furent organisés aussi rassemblements et manifestations.

Sarkozy en 2007, et renouvelée en 2011. : « *La dépendance n'est pas qu'un problème financier, c'est*

En Bref En Brefs En Brefs En Brefs En Brefs En Brefs

« Les séniors, la population la plus menacée par la démutualisation ».

L'association UFC-Que choisir souligne que les séniors sont les plus confrontés à des cotisations de complémentaires santé écrasantes.

Si le dramatique désengagement de l'assurance maladie continuait au même rythme que depuis 2004, la fièvre tarifaire des complémentaires santé monterait jusqu'à une moyenne de 190 € par mois en 2020.

Comment éviter dans ces conditions que des usagers renoncent à leur couverture complémentaire ou réduisent son étendue ?

L'association indique qu'elle s'adresse aux parlementaires appelés à examiner le projet de loi de financement de la Sécurité sociale en 2012.

Pensions et salaires : l'écart se creuse

Alors que pendant 7 ans de 2003 à 2010, les pensions progressaient seulement de 11,6 %, l'ensemble des salaires progressaient eux de 17,1 % et le SMIC de 23,2 % ;

Depuis 2003 l'écart se creuse entre SMIC et pensions. Des milliers de retraités partis avec une pension égale ou légèrement supérieure au SMIC se retrouvent aujourd'hui sous le seuil de salaire minimum.

Plus globalement, depuis 2003, l'étude comparée de l'évolution des pensions et de l'ensemble des salaires met en évidence un écart grandissant. Relativement aux actifs, les retraités voient régulièrement leur pouvoir d'achat reculer.

Des chiffres à méditer

La fortune totale des **500 plus gros patrimoines** français a augmenté de 25 % en 1 an, passant de 194 à 241 milliards d'euros en 2009 soit à peu près le montant de la masse des pensions versées aux 15 millions de retraités.

Les entreprises du CAC 40 ont engrangé plus de 80 milliards de bénéfices en 2010 et le 1^{er} semestre 2011 devrait battre tous les records.

210 milliards d'euros de dividendes ont été versés par les entreprises non financières en 2010.

40 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2010.

170 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales pour les entreprises françaises en 2010.

Il suffirait de toucher enfin aux profits !

Dans l'Aube, la pauvreté progresse

Jeunes en fin de droits, travailleurs pauvres, chômeurs, femmes seules retraitées, la fourchette est large ! Il y avait en France plus de 3, 2 millions de personnes en 2009 qui vivaient avec moins de 954 € par mois seuil de pauvreté dont 1 mil-

aidées contre 450 habituellement soit plus de 3 000 personnes. Chaque jour 8 à 10 personnes en situation d'urgence y sont dépannées. Combien de retraité(e)s tenaillé(e)s par le besoin alimentaire et la faim qui n'osaient pas venir aupa-

nouvelles, retraités, femmes seules, jeunes en recherche de travail.

Dans l'ensemble des associations, il y a des témoignages qui ne laissent pas indifférent.



La Maire-adjointe, Mme Collot en charge de la solidarité à Ste Savine rapporte qu'à l'épicerie sociale de la commune elle reçoit des gens, dresse avec eux un dossier afin de calculer leur quotient familial. S'il reste moins de 8,30 € par jour et par personne, elles paient 10 % du prix pratiqué dans le commerce à l'épicerie sociale. En 2010 poursuit la Maire-adjointe nous sommes passés de 90 à 120 personnes parmi lesquelles des couples de retraités. « *Nous sentons que bien d'autres sont dans la difficulté sans oser s'adresser à la mairie* »

lion de retraités. Le RSA s'élève à 467 € pour une personne seule. L'Aube où la désindustrialisation se poursuit y est plongée. Dans ce département à petits salaires depuis fort longtemps, les petites retraites y sont légions.

L'EST-ÉCLAIR du 21 septembre y consacre à cette cruelle situation locale une page et demi. Dans l'Aube, le RSA est perçu par 21 941 personnes.

Triste record que celui du **Secours Populaire** où 600 familles sont

ravant ?

Le **Secours Catholique** aide 1 600 personnes dans l'Aube. Ils constatent de leur côté moins de jeunes mais plus de retraités. Ils constatent aussi une diminution du nombre de donateurs, eux aussi touchés par la crise.

L'association « **Lève-toi** » accueille actuellement 105 familles venant essentiellement du quartier des Sénardes et celui de Jules Guesde. Ils disent voir des têtes

Malgré ce constat accablant, l'Est-Éclair conclut que le niveau de vie médian des retraités augmente de 1,3 % en euros constant bien qu'admettant qu'ils sont plus nombreux à bénéficier d'aides spécifiques. Ce quotidien a dû inclure pas mal de **retraites chapeau** dans sa curieuse moyenne, car le pouvoir d'achat des retraites a baissé de 20 % depuis 1993.



NON à la taxe sur la santé

Suite

EDITO

La hausse de 3,5% de la taxe sur les mutuelles est une injustice sociale supplémentaire. Elle compromet l'accès aux soins et pousse les malades vers les urgences où le coût est moindre. Problème bien connu aux urgences des Haut-Clos. Un récent rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) qualifie l'exonération de la Taxe de mesure efficace.

Si le gouvernement persiste, l'augmentation se répercutera sur le prix des contrats car les mutuelles n'ont pas de bas de laine pour amortir ce nouveau surcoût ; une réserve de 200 à 300 € par adhérent leur a été déjà imposée. Désormais, elles seront au total taxées à hauteur de 13,27 %. En clair, sur 100 € cotisés, 13,27 € iront à l'État sous forme d'impôt sur la santé.

Entre 2008 et 2011, les cotisations ont augmenté en moyenne de 125 €, dont plus de la moitié est la répercussion de l'augmentation des taxes et du financement de la CMU, désormais entièrement supporté par les mutuelles.

Elles supportent aussi la hausse des dépenses de santé d'environ 2 % et le transfert de l'assurance maladie vers les complémentaires, également de l'ordre de 2 %.

Autre grain de sable dans les rouages des mutuelles : la concurrence des assurances privées des banques et compagnies d'assurances. Leurs démarches n'ont rien à voir avec la solidarité.

Elles proposent des tarifs par tranche d'âges, des ristournes trompeuses, des limites dans les soins et l'inconnu dans le futur. Inquiétant de les voir s'installer dans ce domaine ! Leur vocation n'est pas la santé publique ni le service à rendre mais une autre source de

profit.

La réalité de tous les jours c'est un renoncement des citoyens à être moins bien couvert par une mutuelle à options offrant de moins bonnes garanties, tendances observées où les personnes âgées et jeunes sont les premières victimes.

C'est un non sens dont ce gouvernement est coutumier au moment où il rend l'assurance maladie moins protectrice, les soins plus coûteux et les mutuelles moins accessibles.

La nouvelle taxe coûtera 1,1 milliard d'euros aux assurés en 2012. En 2011 les impôts sur la fortune ont été baissés de 1,3 milliard. La nouvelle taxe sur les hauts revenus, (c'est-à-dire les mêmes), était prévue à 200 millions et devenue de 400 millions après fortes contestations. Ils restent bénéficiaires de 1,4 milliard.

Il est aberrant d'entendre sur les ondes Baroin défendre l'équité de son plan et ridiculiser face à lui le journaliste qui ne lui pose que de gentillettes questions.

La solution ne peut venir que des victimes. Dans un premier temps nous engageons nos adhérents et sympathisants à manifester leur désaccord et à signer la pétition de mutuelles.

la presse locale a fait état récemment d'une augmentation record en septembre par rapport au mois précédent.

Et pourtant Fillon accélère et amplifie l'austérité puisqu'il emploie le mot.

Parmi les mesures gouvernementales, **les 4/5 de cette purge de 18 milliards d'euros** seront imposées aux familles, y compris modestes : **gel de la revalorisation de la plupart des prestations sociales** à 1% dès 2012, indexée non plus sur l'inflation mais sur la croissance attendu ; **hausse du taux réduit de la TVA** de 5,5 % à 7 % ; **accélération du report à 62 ans de l'âge légal de départ en retraite**. Les gens partiront plus tard en retraite avec des pensions encore plus basses.

C'est une escalade de la casse du modèle social français. Les droits sociaux deviennent bien otage des agences de notation.

La CGT est claire, le mouvement syndical doit affirmer sa fermeté et sa détermination.

La CGT réaffirme ces 10 exigences pour une autre répartition des richesses. Elle n'en restera pas là !

